



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX
TRAVAUX DE REFECTION DES SYSTEMES DE
CONTROLE D'ACCES, SURETE ET VIDEOSURVEILLANCE
DE LA COUR D'APPEL DE LYON ET DU NOUVEAU
PALAIS DE JUSTICE DE LYON**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES
ENTREPRISES (DCE)**

**Notice d'Organisation de Chantier
(NOC)**

Version v2



Siège

7/7bis rue Abel Hovelacque
75013 PARIS

Bureau de Lyon

Swen Parc - Bat. A
3 rue des Vergers
69760 LIMONEST

alternet@alternet.net
<http://www.alternet.net>

Identité du document

Identité	
Titre :	MINISTERE DE LA JUSTICE Mise en sûreté du nouveau Palais de Justice et de la Cour d'Appel de Lyon Notice organisation de chantier
Référence :	230297_NOC

Historique des révisions				
Rév.	Date	Description	Rédaction	Validation
1	03/05/2024	Mise en circulation	SBA TKE	YDE RBO
2	22/05/2024	Prise en compte remarques du Ministère (mail mai 2024)	SBA TKE	YDE RBO

Table des matières

1	Generalites.....	4
1.1	La mission.....	4
1.2	Le site	4
1.2.1	Nouveau Palais de Justice	4
1.2.2	Cour d'Appel	4
1.3	Textes de référence	4
2	CONSIGNES ET RECOMMANDATIONS GENERALES DE CHANTIER	5
2.1	CONTRAINTES ET DEMANDES	5
2.2	SECURITE DU CHANTIER.....	6
2.3	SECURITE INCENDIE	6
2.4	SECURITE DES TIERS SUR LE CHANTIER	6
2.5	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES.....	7
2.6	HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER	8
2.7	INFORMATION ET COMMUNICATION	8
2.8	AMIANTE.....	9
3	Accessibilités et vie de chantier.....	10
3.1	Accès et base vie NPJ	10
3.2	Accès et base vie CA	11
3.3	Nuisances	12
4	PLANNING PREVISIONNEL TRAVAUX	13
4.1	PLANNING ET DELAI DES TRAVAUX	13
4.2	CALENDRIER D'EXECUTION.....	13

1 GENERALITES

1.1 La mission

Dans le cadre de sa politique de sûreté, le Nouveau Palais de Justice (NPJ) et la Cour d'Appel (CA) du Ministère de la Justice (Département Immobilier de Lyon), lancent des travaux de rénovation ses systèmes de sûreté (contrôle d'accès, vidéosurveillance, anti-intrusion, anti-agression) sur les bâtiments suivants :

- LOT 1 : Nouveau Palais de Justice de Lyon (NPJ)
- LOT 2 : Cour d'Appel de Lyon (CA)

1.2 Le site

1.2.1 *Nouveau Palais de Justice*

Le périmètre géographique du projet NPJ (LOT 1) est l'ensemble de l'emprise foncière du Nouveau Palais de Justice de Lyon (67 Rue Servient - 69433 Lyon)

1.2.2 *Cour d'Appel*

Le périmètre géographique du projet CA (LOT 2) est l'ensemble de l'emprise foncière de la Cour d'Appel de Lyon (Rue du Palais de Justice - 69005 Lyon).

1.3 Textes de référence

- Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié).
- Les réglementations en vigueur pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées.
- L'ensemble des textes relatifs au code du travail et à la protection et à la santé des travailleurs.
- Tous les textes en vigueur à la date de remise des offres. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué.
- Les règles relatives aux mesures de sécurité qui doivent être prises lors de travaux de soudage : permis feu ou permis de travail par points chauds en application de l'arrêté ministériel du 19 Mars 1993.
- Les entreprises se conformeront aux exigences des services de sécurité et de surveillance (agents de sûreté...)
- Règlement intérieur du NPJ et CA (Accès, circulation, quai de livraison, parking...)

2 CONSIGNES ET RECOMMANDATIONS GENERALES DE CHANTIER

L'entreprise se reportera aux prescriptions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). A défaut les points évoqués ci-dessous seront à minima respectés. D'une manière générale, l'installateur devra prendre toutes dispositions utiles pour :

- Préserver de tout accident le personnel de chantier et le public
- Permettre en toutes circonstances le fonctionnement normal du site
- Se conformer au règlement de sécurité en vigueur sur le site
- Protéger contre les risques de détérioration l'ensemble du matériel
- Maintenir journallement, pendant le cours des travaux, l'ordre de chantier, par rangement de son matériel, le débarras des gravats, déchets et emballages vides résultant de ses travaux
- Assurer, après l'achèvement des travaux l'enlèvement de tous les appareils, échafaudages, étais, matériels ayant servi au montage et le nettoyage complet du chantier et de tous les locaux mis à disposition, y compris l'évacuation des matériaux nécessaires au chantier.

L'installateur sera tenu de faire toutes demandes d'autorisation nécessaires pour la réalisation de ses travaux, ainsi que de toutes les sujétions de sécurité pour assurer la protection et la signalisation vis à vis des tiers.

2.1 CONTRAINTES ET DEMANDES

Chaque entreprise qui aura la charge de réaliser ses travaux dans chaque site (NPJ et CA) devra prendre en compte lors de son chiffrage et pendant l'exécution des travaux les contraintes suivantes d'exploitation du site :

- Personnels autorisés : uniquement ayant obtenu leurs cartes du Ministère
- Planning entreprise validé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage (voire les agents de sécurité sur site concerné).
- Travail par zone suivant planning.
- Maintien de l'activité d'exploitation de tous les espaces publics du site.
- Exécution suivant planning d'activité du site dans les zones publiques (occupations des salles d'audiences, événements spécifiques, travaux...)
- L'entreprise devra être consciente qu'elle travaillera dans des zones classées (lot 2 Cour d'Appel), elle devra prendre toutes les précautions et protections nécessaires à la sauvegarde des décors, œuvres... suivant les directives du Ministère.

- Laisser toutes les zones propres après travaux.
- Déconnexions de tous les appareils mobiles par les utilisateurs.
- Nettoyage par le site des zones avant interventions

Par ailleurs, les entreprises devront se présenter au PSI chaque matin et avant chaque départ.

2.2 SECURITE DU CHANTIER

La base de la sécurité est précisée dans le PGC établi par le coordonnateur SPS. De plus le Ministère dispose d'un ensemble de consignes de sécurité concernant les interventions, notamment dans les procédures de permis de feu. Dans tous les cas, l'entreprise doit avoir conscience que ces consignes évoluent et doivent en toute circonstance être respectées.

2.3 SECURITE INCENDIE

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le chantier intervient aussi dans des zones de type ERP de 1ère catégorie et qu'un flux de visiteurs empruntera toujours les circulations de ces zones. La sécurité du public et du personnel doit être une préoccupation constante et constitue la contrainte majeure du projet. L'entrepreneur devra prendre connaissance des prescriptions rappelées dans le PGC (Plan Général de Coordination), mais également des consignes et recommandations portées dans le dossier de consultation. Les moyens de lutte contre le feu sont installés conformément au PGC et seront à prévoir par l'entreprise titulaire du métier et maintenus en parfaite accessibilité et utilité. Si des moyens sont à proximité des zones de chantier, tous les matins, un pointage de leur accessibilité est consigné dans une notice, signée, avec l'agent du PCS qui accompagnera le personnel de l'entreprise. Les matériaux et matériels stockés dans l'emprise du chantier ne devront pas posséder de potentiel calorifique et devra, en cas de nécessité absolue, recueillir l'agrément de la MOE. L'évacuation de matériaux inflammables sera opérée de façon journalière. Les postes de soudure devront disposer d'une alimentation autonome, ils ne pourront pas être alimentés par le réseau général d'électricité. Les feux d'incinération de déchets sont interdits, il est par ailleurs strictement interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment, y compris en cours intérieures ouvertes, combles et toitures. Tout constat d'emplacements inadéquats de produits dangereux ou manquement aux règles fixés ci-dessus, pourra faire l'objet d'un arrêt pur et simple du chantier, sur avis du SPS, de l'OPC et/ou de la Maîtrise d'Œuvre.

Les travaux par point chaud sont soumis à délivrance d'un permis feu au moment même de l'action et quoi qu'il en soit AVANT de débuter toute opération. L'entrepreneur devra se conformer aux instructions et contraintes du site en employant les permis feu et permis de travail poussière, propre au Ministère pour limiter tout risque d'alarme intempestive des travaux, y compris en hauteur vis-à-vis des détecteurs incendie linéaires optiques (DLO) et maîtriser tout risque d'incendie lié aux travaux dans les différents sites.

2.4 SECURITE DES TIERS SUR LE CHANTIER

Toute intervention dans un établissement recevant du public doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité, d'autant plus si les travaux sont effectués dans un bâtiment en service. Ils ne doivent pas nuire au bon fonctionnement de l'établissement ni au niveau de

sécurité. Chaque intervention doit être consignée sur une main courante en dépôt chez le responsable désigné par le chef de l'établissement Il doit y être fait mention du nom de l'entreprise, de son numéro de téléphone et de la nature de l'intervention. Si cette dernière était à même de présenter des dangers ou sujétions de fonctionnement pour l'établissement (blocage de portes, circulations, escaliers...) ou par son importance et sa durée, ou nécessiter l'implantation pour l'entreprise d'installations fixes de chantier (dépôt, ateliers, etc..) l'intervention devra, au préalable, faire l'objet d'une réunion sur place avec le Maître d'œuvre, le responsable de l'établissement et le représentant de la direction gestionnaire. Le procès-verbal de cette réunion qui fixera les mesures de sécurité à adopter, sera opposable à l'entreprise quant à sa responsabilité sur ce point. Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977 tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs devront être strictement respectées. Aucun câble électrique volant, raccords de tuyauteries souples véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, ne devront être placés dans les lieux de passage du public, ni être accessibles directement par celui-ci.

2.5 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installations de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages. Ils sont tenus de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité pour le remplacement. En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc. leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place. Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître de l'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier. Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations. Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres. Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

2.6 HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER

- Hygiène
Une base vie pour le personnel sera mise à disposition par le Ministère dans l'enceinte du site (NPJ, CA). Des espaces seront réservés pour le petit matériel et le câblage, charge à l'entreprise de mettre en place des systèmes de stockage dans ces espaces (rack, armoires, étagères...)
- Prescriptions générales en matière de sécurité et de santé des travailleurs
L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.
- L'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs
En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :
 - Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
 - A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. L'entrepreneur est tenu de prendre en compte les informations contenues dans les rapports correspondants aux zones d'activités chantier (rapports Amiante et Plomb notamment). La présence de peinture dégradée contenant du plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire sur divers éléments de la construction entraîne des dispositions particulières à prévoir pour toute intervention affectant ces éléments, en application du décret 88-120 du 1er février 1988 modifié par les décrets 95-608 et 96-364.

2.7 INFORMATION ET COMMUNICATION

Un plan d'action est fourni toutes les semaines par l'entreprise mandataire, indiquant les zones de travaux appelées UGC (Unité de Gestion de Chantier) prévues dans les 4 semaines qui viennent, sous format A3. Ces documents seront remis au PCS/PCI et à la Direction Sûreté toutes les semaines, afin de permettre aux services de sécurité de donner ses consignes particulières et ou prérogatives. Ces documents devront permettre aux services de cerner le calendrier prévu/en cours des tâches et lieux d'intervention pour préparer la main courante contre signée tous les jours début et fin de travaux informant sur :

- La désactivation d'une zone de détection incendie
- Le rétablissement ou l'absence de rétablissement, quelle qu'en soit la cause, d'une zone de détection incendie
- Un dysfonctionnement, qu'elle qu'en soit la cause, d'un équipement central ou local
- La nature du dysfonctionnement, sa durée, et le moyen palliatif mis en place

2.8 AMIANTE

L'entreprise devra obligatoirement prendre connaissance de l'existence d'un D.T.A. (Dossier Technique Amiante) site qui lui sera transmis et du D.A.T. (Dossier Amiante avant Travaux). Aucune intervention ne devra être effectuée dans les zones concernées par de l'amiante sans que le coordonnateur S.P.S. sur les risques amiante désigné par le Maître d'ouvrage ne soient consultés. L'entreprise devra le respect de l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante ainsi que le respect des prescriptions du Code du Travail, en vigueur à la date de la réalisation des travaux. La réalisation de ces travaux nécessite une intervention directe sur des Matériaux Contenant de l'Amiante. L'entreprise devra donc la mise en place des dispositions relatives à la « sous-section 4 », l'entreprise titulaire du lot devra être formée aux risques liés à la présence d'amiante (formation sous-section 4 a minima). Avant démarrage des travaux, elle devra avoir pris connaissance du dossier de repérage amiante avant travaux. Chaque entreprise devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise :

- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer
- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque
- De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé

Les entreprises prendront connaissance du repérage amiante avant travaux. Elles devront observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les travaux sur ou à proximité de matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante ne pourront être réalisés que par du personnel formé à ces travaux. Les encadrants des entreprises devant réaliser ces travaux auront au préalable envoyé leurs modes opératoires aux organismes. Les entreprises devront respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de leurs déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.

3 ACCESSIBILITES ET VIE DE CHANTIER

3.1 Accès et base vie NPJ

Le personnel NPJ accède au site du lundi au vendredi de 7h45 à 19h00.

Les salles d'audiences peuvent être utilisées de 9h à tard dans la nuit selon les audiences. Le planning d'occupation des salles sera transmis aux entreprises.

Les travaux sur la salle des assises et sur le circuit sécurisé devront avoir lieu en période de vacation de Noël.

Certaines zones devront être traitée hors heures ouvrées. Le Titulaire prévoira un travail de nuit pour la zone petit dépôt (justiciables en attente du procès) sous responsabilité du Ministère de l'Intérieur (interface à prévoir par le Titulaire) dans les zones suivantes : zone petit dépôt (sous-sol)

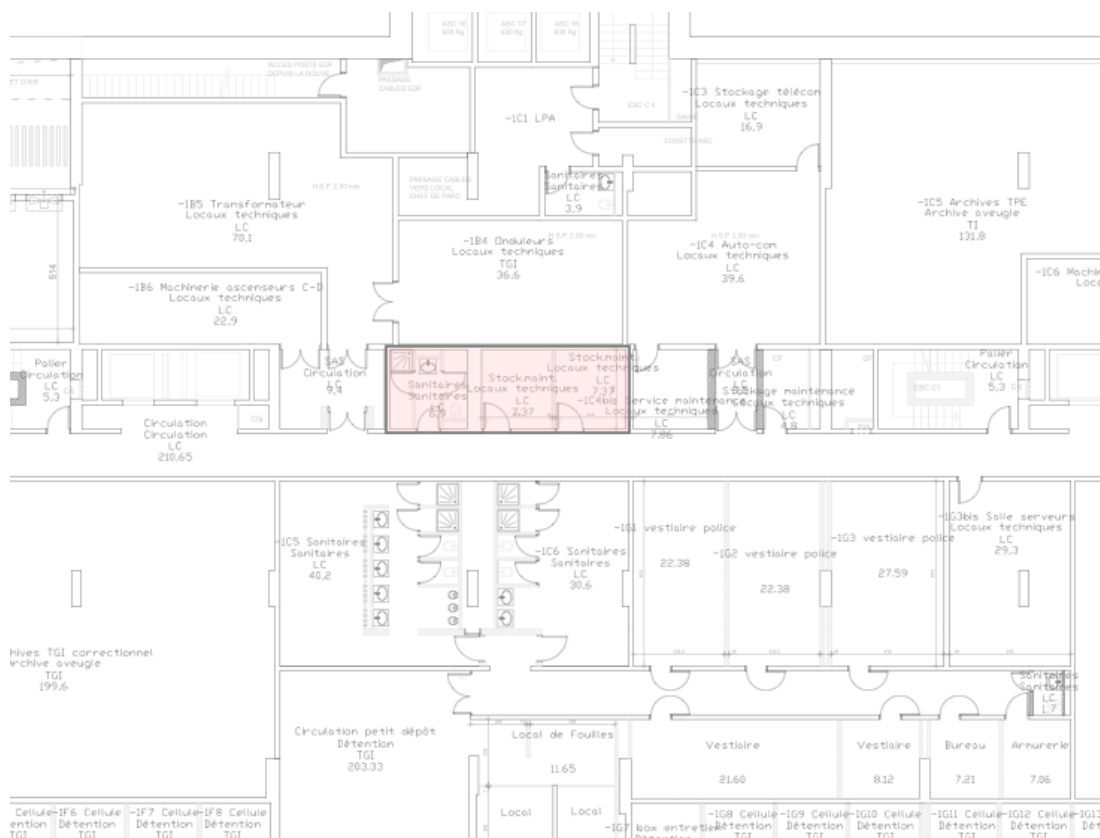
Accès :

Le personnel arrivant à pied devra se présenter à l'accès principal au 44 rue de Bonnel

L'accès véhicule se fera par la rampe rue de Bonnel (même accès que le parking public) jusqu'au niveau N-2 (après s'être présenté au PSI, avec demande d'accès préalable CNI + plaques immatriculation) - Attention hauteur limitée à 1m80

Base vie :

Le NPJ est dotée d'une base vie existante pour les entreprises située au N-1.



3.3 Nuisances

L'Entreprise devra apporter une attention particulière concernant les installations de chantier et les nuisances prévisibles de chantier. Liste non exhaustive décrite ci-dessous :

- La prise en compte du planning d'occupations des salles d'audiences (travail bruyant interdit aux abords des salles occupées) ;
- Le respect du voisinage ;
- La pollution sonore, source d'inconfort pour les riverains et à l'origine d'éventuelles plaintes. Pour y remédier, un plan de prévention des bruits devra être étudié en fonction des contraintes contextuelles.
- La propagation de poussière est particulièrement importante et présente des risques pour la santé : lorsqu'elles ne sont pas inertes et lorsqu'elles sont très fines, elles peuvent pénétrer dans l'arbre bronchique. La prévention primaire impose le choix d'équipement et de technique limitant la genèse des poussières lors de tous travaux de type percement, rainurage, coupage par l'utilisation d'outils auto-aspirants ou à défaut, d'aspirateur portatif au plus proche de la zone d'intervention et par un arrosage régulier de la zone en travaux, la brumisation des gravats en transfert, le recours au bâchage des camions, la mise en place de confinement, etc. Autant de mesures qui, si elles sont pensées en amont, réduiront de façon significative le problème.
- Divers ...

Ces dispositions devront être décrites dans le mémoire technique de l'Entreprise

4 PLANNING PREVISIONNEL TRAVAUX

4.1 PLANNING ET DELAI DES TRAVAUX

La durée des travaux est indiquée dans le planning prévisionnel. Le non-respect du planning prévisionnel est susceptible d'entraîner pour le titulaire, si sa responsabilité est engagée, l'application des pénalités contractuelles prévues dans ce cas. L'entreprise doit tenir compte des délais d'approbation des matériels, y compris des délais du bureau de contrôle avant présentation de ses notes de calculs, plans, afin qu'il n'y ait pas de retard dans la bonne marche de son chantier

4.2 CALENDRIER D'EXECUTION

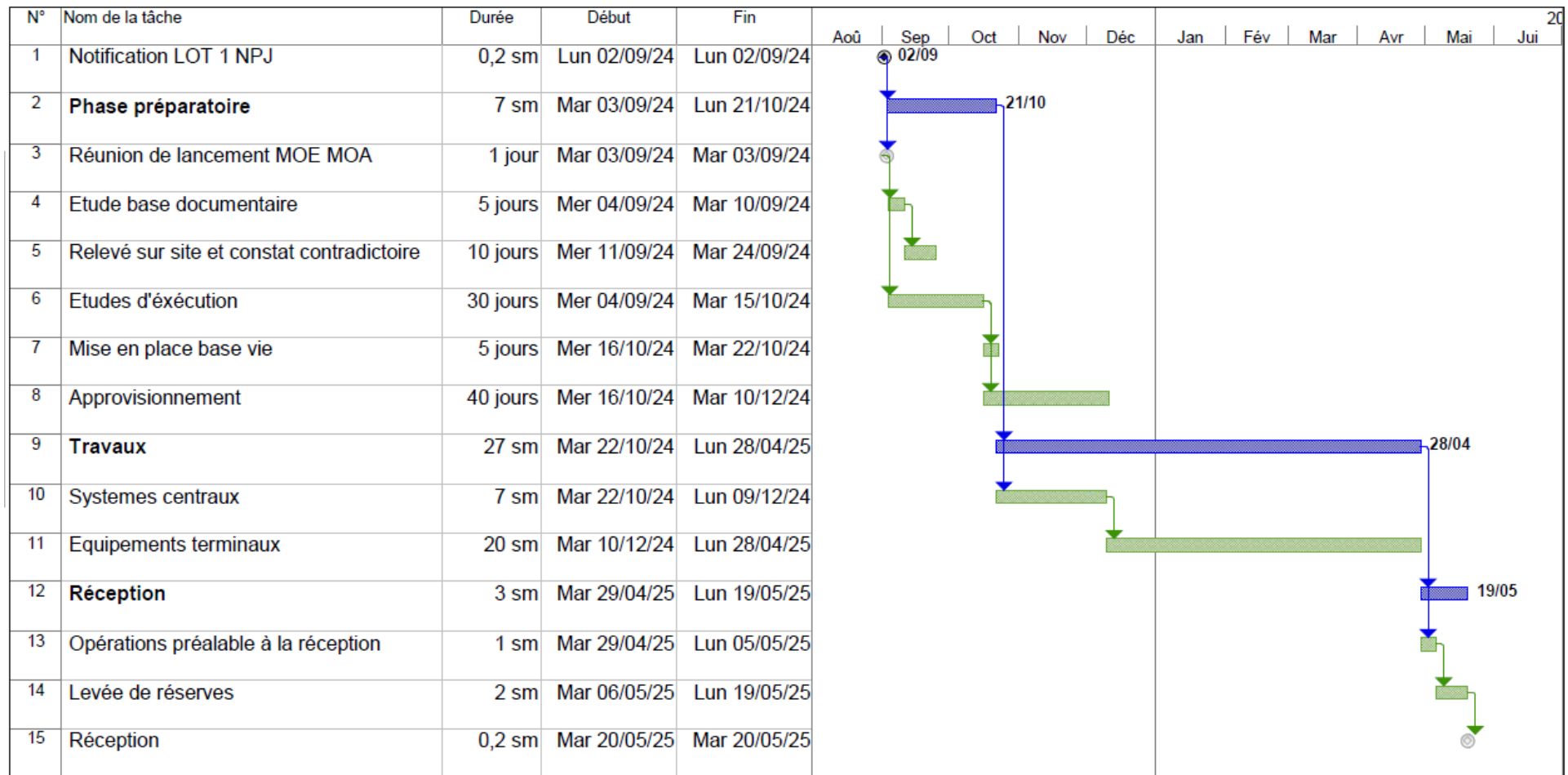
Pendant la période de préparation, l'entrepreneur titulaire devra établir un calendrier d'exécution des travaux, tenant compte du délai global fixé par l'acte d'engagement et en respectant le planning proposé et le soumettra à l'approbation du Maître d'œuvre. De plus l'entreprise devra prévoir les travaux en phase suivants planning et des mises à disposition pour chacune de celle-ci.

L'entreprise, dans le cadre de son lot, devra établir un planning de ses délais d'approvisionnement et de ses temps de pose par zone de travaux.

Ces éléments devront être intégrés dans le mémoire technique.

- Dans le phasage, il faudra que les responsables de l'entreprise prennent en compte les contraintes liées aux travaux, à savoir :
- Continuité de service du site
- Continuité de sécurité
- Continuité du confort des utilisateurs
- Permis feu et permis poussière
- Zone de livraison et de stockage spécifiques
- Horaires et jours spécifiques pour les livraisons avec programmation 48h en avance
- Acheminement entre les zones de livraison et les zones de stockage

PLANNING PREVISIONNEL NPJ



PLANNING PREVISIONNEL CA

